

Alter Égaux n° 49

SOLIDARITÉ
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement,
vivons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrément P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



**L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE, ESPACE
DE CONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE**

TRAVAILLONS À DÉMOCRATISER LA SOCIÉTÉ !

«*Greed is good*», tel est le crédo de Gordon Gekko, "héros" du film *Wall Street*. Selon ce personnage sans scrupule qui a été le modèle des traders des années 90 et 2000, la cupidité est le moteur du comportement des hommes dans leur commerce avec leurs semblables, et l'avidité individuelle entraîne l'élévation du niveau de vie et le bien-être généraux.

Telle était, dès le début du XIX^e siècle et la naissance de l'économie politique, la thèse des économistes classiques, qui a tenté tant bien que mal de justifier moralement le capitalisme.

Margaret Thatcher et Ronald Reagan l'ont remise à l'ordre du jour à la fin des années 70-début des années 80, et ont imposé une politique de libre-marché, de dérégulation, de laisser-faire total dans les domaines du commerce et de la finance. Cette idéologie a dominé le monde jusqu'à nos jours.

Conséquence : alors que le principe de l'égalité est au cœur même de la démocratie, les inégalités se sont creusées dramatiquement entre une caste étroite de possédants et le reste de la population, avec la croissance de la pauvreté et de l'exclusion.

À un point tel que le Programme des Nations Unies pour le Développement, dans son rapport 2002 déjà, qualifiait les disparités de "grotesques". Grotesques, peut-être. Insupportables, certainement. La Révolution française a-t-elle bien eu lieu ? Parce que l'époque à laquelle nous vivons ressemble fort à une ère de Restauration des privilèges liés à la naissance, digne de l'Ancien Régime.

Comment procéder alors pour renverser la tendance et reprendre le chemin de la démocratisation de la société ?

La première chose à faire est sans conteste de mettre en doute la légitimité du pouvoir des entreprises privées et des structures politiques pous-

sant à la privatisation des biens communs et à la mise à mort des politiques sociales là où elles existent. Dans le même temps, il faut s'interroger sur les fins de l'économie, et sur ses activités en termes de production, de consommation et de distribution des richesses.

Outre le rôle crucial des intellectuels et des médias dans ce combat, il faut aussi créer et renforcer une série d'espaces associatifs situés hors de l'État et de la sphère privée où puissent s'exprimer les aspirations, les revendications et les actions des citoyens, et d'où pourraient émerger des projets politiques, économiques et sociaux alternatifs crédibles et viables.

Sur le plan économique, ces espaces pourraient être ceux de l'économie sociale et solidaire – le sujet de ce numéro d'*Alter Égaux*.

L'économie sociale et solidaire est un processus qui vise la démocratisation de l'économie par la participation des travailleurs-producteurs et des consommateurs en vue d'objectifs communs décidés ensemble. Et alors que le but du capitalisme est le profit, l'économie sociale et solidaire, elle, envisage une économie au service de l'humain, de son épanouissement et de sa dignité.

La démocratie n'est pas que politique. Elle doit être aussi sociale, économique et culturelle, et construire la démocratie dans l'économie ne peut que la renforcer dans les autres champs. Sans cela, le pouvoir n'appartiendra chaque jour davantage qu'à une minorité qui s'arrogera l'essentiel des privilèges, une "nouvelle aristocratie" forte des richesses économiques et de l'impuissance politique à contrer son emprise sur nos sociétés de plus en plus anonyms.



Alain COHEUR
Président de Solidarité Socialiste

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE, ESPACE DE CONSTRUCTION DÉMOCRATIQUE

«Comment articuler un univers extrêmement concurrentiel sur le plan global avec une solidarité forte sur le plan local?». Posée par Jean-Luc Demeulemeester, professeur d'économie à l'ULB, dans *La Libre Belgique* du 28 janvier, cette question fait écho à celle que Solidarité Socialiste soulevait à l'occasion de la rencontre internationale qu'elle organisait le 9 décembre 2010 sur le thème "Du local au global : quels modèles de développement pour le monde de demain?".

Quelles stratégies utiliser pour former et agglomérer des contre-pouvoirs efficaces, durables et démocratiques, espaces de résistance et d'autonomisation sociale, bâtis à l'échelle locale, pour contrer cette déferlante avide qui vandalise l'humain et son environnement à l'échelle mondiale ?

Altérer radicalement le capitalisme est, aujourd'hui, un impératif démocratique. S'il existe des convergences entre les revendications et projets alternatifs, et qu'elles tendent à s'affirmer au fil des années, elles restent encore le plus souvent fragiles, floues et éphémères. Quant aux projets eux-mêmes, leurs stratégies et finalités peuvent s'avérer contradictoires, voire même antagonistes.

L'économie solidaire, dont il est question dans ce numéro d'*Alter Égaux*, est vue par Solidarité Socialiste tout à la fois comme une stratégie de sortie de la pauvreté des plus démunis et comme une série de formes économiques et sociales créatrices d'espaces de concertation, de dialogue, d'expérimentation, d'échange, de contre-propositions au modèle dominant. Bref, permettant la construction d'un processus démocratique dans la droite ligne de l'éducation



populaire. Il s'agit d'une constellation socio-économique particulière qui ambitionne la réappropriation, par les individus et les groupes qu'ils constituent, de leur existence et de la définition de la société qui répond le mieux à la satisfaction de leurs besoins et droits fondamentaux.

Deux lignes-forces : *Primo*, oui à la mondialisation, à l'ouverture, aux échanges à l'échelle globale, pour autant que ceux-ci obéissent à une logique démocratique et participent à l'accroissement du bien-être des citoyens. *Secundo*, oui à la recherche d'une articulation "win-win" entre mouvement social et monde politique, trop souvent présentés comme inconciliables, tant théoriquement que pratiquement. La démocratie participative en tant qu'elle renforce l'État de droit tout en travaillant les mécanismes institutionnels d'exercice et d'expression de la souveraineté.

DONS : LE MONTANT MINIMUM POUR BÉNÉFICIER D'UNE ATTESTATION FISCALE PASSE À 40 EUROS !

Suite à une décision du ministère des Finances, le montant minimum permettant de bénéficier d'une déduction fiscale pour les dons passe de 30 à 40 euros !

La mesure est d'application depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette augmentation découle de l'indexation du montant de base. **Attention !** Si vous effectuez des versements au moyen d'un ordre permanent et que vous désirez recevoir en 2012 une attestation fiscale pour les dons que vous ferez à Solidarité Socialiste entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2011, vous de-

vrez peut-être donner les instructions nécessaires à votre banque de sorte que le montant total versé durant l'année 2011 atteigne un minimum de 40 euros.

Des questions au sujet de la déductibilité fiscale ? Mme Cappe vous répondra au 02/505.40.72 (du lundi au vendredi, de 9h30 à 12h30).



ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET POLITIQUE PUBLIQUE AU BRÉSIL

Depuis une trentaine d'années, les espaces de participation politique se multiplient au Brésil, offrant aux populations, surtout les plus démunies, la possibilité d'agir pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Ici, dans toutes les sphères de la vie économique et sociale, économie solidaire rime avec participation citoyenne populaire.

Le Front national pour la défense de l'économie solidaire, créé au mois de mai 2007, fait partie des actions menées par le parlement brésilien pour la reconnaissance des stratégies utilisées par le mouvement en faveur de l'économie solidaire au Brésil. Cette décision consolide les efforts réalisés depuis 1980 pour préserver les droits de milliers de citoyens exclus du monde du travail.

Si, au fil du temps, le mouvement social a trouvé un écho au Congrès national, c'est aussi grâce au courage, à l'engagement volontaire et à la persévérance de nombreux acteurs et organisations comme Caritas Brésil, le mouvement syndical, des universités, des expériences de gestion du Parti des Travailleurs ou le gouvernement de l'État de Rio Grande do Sul qui a eu l'idée de développer en 1999-2002 des chaînes de production territoriale.

Le mouvement s'est renforcé à partir de 2002 avec l'apparition du Forum social mondial, du Forum brésilien d'économie solidaire, du Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES) et plus encore, en 2003, avec la création du Conseil national de l'économie solidaire (CNES). Moment historique dans l'évolution du mouvement de l'économie solidaire qui marque l'aboutissement des luttes menées sur le terrain par des hommes et des femmes à la recherche de solutions pour leur survie.

LE MOUVEMENT SOCIAL DONNE LE TON

Dans de nombreux pays, dont le Brésil, l'économie solidaire a permis à des milliers de personnes de se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Une opportunité pour des individus et des familles d'améliorer leurs conditions de vie, sur le plan alimentaire, culturel ou en matière d'éducation.

Au Brésil, l'économie solidaire a dépassé le stade de l'expérimentation et bénéficie de mesures d'accompagnement de la part du gouvernement fédéral qui met à contribution différents acteurs dont le SENAES qui collabore régulièrement avec le CNES, dont les travaux sont axés sur cinq thématiques : commercialisation; réseaux et chaînes de production et de consommation; crédit et finances solidaires; formation et assistance technique; institutionnalisation de la politique nationale et création d'un cadre légal.

C'est dans ce volet qu'intervient le Congrès national. Le Parlement, en tant que représentant de toutes les couches de la population, doit apporter son appui aux actions

menées sur le terrain. L'économie solidaire doit relever un énorme défi : établir la justice sociale et économique.

LE GOUVERNEMENT EN CHEF D'ORCHESTRE

Tous les ministères participent d'une façon ou d'une autre à l'élaboration de politiques publiques fédérales en matière d'économie solidaire. Par exemple, le ministère du Développement agricole, par l'intermédiaire du Secrétariat du développement territorial (SDT), a mis en place le concept de «territoires de la citoyenneté».

Il s'agit d'espaces géographiques naturellement intégrés en raison de leur dynamique sociale, politique et économique. L'objectif est d'organiser les chaînes de production par l'intermédiaire de réseaux d'appui mutuel, allant jusqu'à structurer une Base de service de commercialisation (BSC) pour garantir la distribution de la production.

Le programme prévoit également la mise sur pied par les États de systèmes d'appui à l'agriculture familiale (SECAFES).

D'autres programmes contribuent également à l'expansion de ces politiques publiques. Le programme Fome Zero (Faim Zéro), sous la responsabilité du ministère du Développement social et de la lutte contre la faim, en est un exemple.

Le programme poursuit d'importantes actions en faveur de l'inclusion productive et de la sécurité alimentaire, et est une référence mondiale pour les programmes d'inclusion sociale et de lutte contre la faim.

Au sein du ministère du Travail et de l'Emploi, le SENAES offre le programme «Économie solidaire en développement» dont les sphères d'actions prévoient l'appui aux chaînes productives, à la création de travail et de revenu, aux banques communautaires et aux fonds de crédit rotatif, aux centres de formation, de qualification professionnelle et d'alphabétisation, aux foires de commercialisation...





Le Système national de commerce solidaire est en voie d'élaboration et la confection d'une carte des entreprises solidaires est en cours par l'intermédiaire du Système national d'information sur l'économie solidaire (SIES). De plus, plusieurs États et municipalités ont créé leurs propres organismes responsables de l'implantation de politiques publiques d'économie solidaire.

LE PARLEMENT JOUE SA PARTITION

Pour mener à bien toutes ces politiques, il faut un cadre légal et institutionnel. Deux projets de loi sont en cours d'évaluation au Congrès national.

Le premier, déjà approuvé par la Chambre des députés, est actuellement évalué au Sénat et est analysé par la Commission des questions sociales. Ce projet de loi propose de réglementer l'organisation et le fonctionnement des coopératives de travail. Il inclut aussi l'instauration d'un Programme national de soutien aux coopératives de travail (PRONACOOP), qui rendrait disponibles des lignes de crédit avec les ressources du Fonds de soutien

aux travailleurs (FAT), du budget fédéral, en plus des autres ressources qui seraient allouées par le pouvoir public. Les ressources du PRONACOOP pourraient être administrées non seulement par les banques officielles, mais aussi par les banques coopératives et les coopératives de crédit. Pour cette raison, le Front parlementaire pour la défense de l'économie solidaire est en dialogue constant avec les sénateurs pour assurer l'adoption de cette loi.

Un autre projet prévoit la création du Conseil national de finances populaires et solidaires, dont la principale finalité sera l'accompagnement et l'appui technique et administratif du secteur coopératif dans le domaine de la gestion financière, des technologies de crédit, des systèmes informatiques, de la formation de cadres techniques, de la gestion administrative et autres activités inhérentes.

De plus, le projet de loi complémentaire réglemente le fonctionnement des banques populaires qui pourront, entre autres activités, capter les dépôts bancaires et l'épargne, opérer des titres de capitalisation et des investissements, recevoir des

paiements et donner des quittances. La proposition est en cours d'évaluation par la commission du travail de la Chambre des députés. Puisqu'il s'agit d'un thème d'une extrême importance, une audience publique est prévue pour approfondir le débat sur le sujet, de façon à donner la plus grande visibilité au contenu de la future loi.

Nous sommes conscients que l'économie solidaire ne peut pas à elle seule éliminer les inégalités imposées par le système de valeurs capitaliste, mais elle peut et doit contribuer à humaniser les processus relationnels entre le capital et le travail. Il ne s'agit pas d'éliminer les conflits inhérents à ces relations, mais au contraire de montrer les différences et formuler les alternatives existantes.

Article de Xavier Eudes, militant social, ex-dirigeant du syndicat des travailleurs dans le commerce à Fortaleza et président de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) de l'État du Ceará. Il est le fondateur de l'Institut Florestan Fernandes, ONG partenaire de Solidarité Socialiste au Brésil. Il est député fédéral pour le Parti des Travailleurs.

UN EXEMPLE CONCRET, LES PALMAS DE LA SOLIDARITÉ

Exemple concret d'une initiative d'économie sociale solidaire réussie, la banque Palmas au Brésil allie parfaitement les principes de l'économie solidaire et de l'économie de marché. Créée il y a treize ans, elle fonctionne comme une véritable banque communautaire de développement durable et imprime et diffuse sa propre monnaie, le palmas.

La première chose qui vous saute aux yeux en arrivant au siège de la banque Palmas, c'est une large banderole où l'on peut lire : «*Dieu a créé le monde, nous avons construit le Conjunto Palmeiras !*»

Une proclamation pétrie d'une fierté communautaire qui renvoie à une histoire longue de 37 années mêlant âpres luttes contre l'injustice sociale et difficiles victoires sur l'indifférence et le mépris des autorités et des agents économiques envers des habitants à qui l'on a toujours nié le droit à l'éducation, au travail et à l'habitat décent.

Aujourd'hui, dans ce quartier situé à 22 km du centre-ville de Fortaleza, métropole du nord-est du Brésil, le quartier de Conjunto Palmeiras dispose d'une vé-



ritable banque de développement local. Grâce à un système de micro-prêts mis en place en partenariat avec de grandes banques nationales publiques et privées (pour un total de 675 000 euros), les commerçants et producteurs du Conjunto Palmeiras peuvent bénéficier de portefeuilles de micro-crédits à la production.

Avec un taux d'intérêt faible, et suivant une cartographie de la consommation et de la production mesurées à l'échelle du quartier, ces micro-crédits à la production ont permis au commerce local de capter près de 93 % de la consommation locale.

En complément à ce dispositif, des prêts à la consommation sont mis à la disposition des habitants : réalisés en monnaie sociale, le palmas – véritable billet de banque orné d'un palmier vert incrusté d'un «P» argenté, icône de ce que fut le quartier à sa création, un vaste no man's land arboré de palmiers aujourd'hui disparus, écrasés par la forte densité de l'habitat local –, ces micro-prêts permettent aux habitants d'acheter dans les commerces locaux acceptant le palmas, avec un décompte incitatif d'au moins 5 %. Le palmas est indexé sur le réal, la monnaie natio-

nale : un palmas vaut un réal. Les 42 000 palmas (environ 19 000 euros) en circulation tous les jours n'ont cours que dans le quartier et ne permettent donc pas d'acheter à l'extérieur du territoire. Seuls les commerçants peuvent changer leurs palmas en reais pour renouveler leurs stocks de marchandises lorsque celles-ci ne sont pas disponibles dans les Palmeiras. Il s'agit d'inciter les habitants à préférer l'achat local pour permettre aux agents économiques locaux de créer de l'emploi et contribuer ainsi au développement de leur quartier.

1 800 emplois ont été créés depuis l'ouverture de la banque Palmas le 20 janvier 1998 grâce à ce système de solidarité contractuel entre habitants, producteurs et commerçants. Une partie des salaires des employés habitant le quartier peut être payée en monnaie locale et augmenter ainsi sa vitesse de circulation, et donc son poids économique et financier dans le développement du district. Des programmes sociaux viennent compléter le dispositif : des formations pour les jeunes et les femmes, mais également pour



les commerçants ou pour des habitants qui souhaitent créer leur coopérative de production comme la PalmaFashion (textile), la PalmaLimpe (produits d'entretien) ou encore la PalmaTur (tourisme).

Les décisions concernant l'orientation de la banque communautaire sont prises en concertation avec les habitants dans le cadre d'un Forum économique local qui se réunit toutes les semaines et qui accueille tous ceux qui souhaitent y participer.

Un travail de démocratie directe qui demande une véritable animation permanente du système, par le biais de contacts réguliers entre l'équipe de permanents de la banque Palmas et les leaders communautaires, mais aussi avec l'ensemble des acteurs du territoire invités à s'intégrer dans les projets des habitants: mairie, universités, écoles, étudiants, commerçants et autres agents économiques, institutions... Aujourd'hui, 13 ans après la création de la banque, le système a essaimé, avec la création de 51 autres banques communautaires réparties sur l'ensemble du Brésil.

Ces banques ont géré l'équivalent de 32 millions d'euros pour

le compte des banques « officielles » grâce à un système de « correspondant bancaire » qui les autorise à ouvrir des comptes bancaires simplifiés, de recevoir le paiement des factures d'eau, d'électricité, ..., des habitants, mais également de leur verser leurs pensions et allocations familiales, en monnaie nationale ou locale.

Chaque banque communautaire dispose en effet de sa propre monnaie, avec ses propres design et nom qui forgent une identité qui porte le programme de cette banque de développement d'un genre nouveau.

Les résultats sont étonnants à bien des égards : accès la formation professionnelle, paix sociale améliorée par le débat et l'animation, valorisation des richesses et de l'emploi locaux, essor des réseaux de solidarité : c'est une vision à 360° du développement solidaire des territoires laissés-pour-compte qui décident de prendre eux-mêmes les choix les concernant et d'agir en conséquence.

La lutte contre la précarité et l'isolement des communautés au Brésil est une préoccupation quotidienne des animateurs

de l'Institut Palmas, créé en 2003 pour partager la méthodologie et les leçons apprises par la communauté des Palmeiras.

Et il est des succès qui méritent d'être mis en avant : sous la pression de l'Institut, la Banque Centrale brésilienne réfléchit aujourd'hui à l'instauration d'un cadre légal de développement des monnaies sociales après avoir conclu, à l'occasion de son premier forum sur l'inclusion financière en 2009, à l'efficacité des monnaies sociales dans le développement endogène des communautés.

Une banque des pauvres qui fait plier une banque centrale, ce n'est pas tous les jours, mais cela pourrait devenir... monnaie courante !

Article de Carlos de Freitas, coauteur du livre « Viva Favela! Quand les démunis prennent leur destin en main ».



LES PANIERS SOLIDAIRES : COMMERCE COMMUNAUTAIRE ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

Javier Castellanos travaille pour l'Association de Travail Interdisciplinaire (ATI), l'un de nos partenaires en Colombie. Il était en Belgique à l'occasion de la Journée internationale organisée par Solidarité Socialiste le 9 décembre 2010 sur le thème "Du local au global : quels modèles de développement pour demain ?" Il nous parle des Paniers Solidaires, une expérience de commerce communautaire entre ville et campagne.

Solidarité Socialiste : En quoi consiste l'expérience des paniers solidaires ?

Javier Castellanos : ATI travaille principalement sur trois axes: les droits économiques, sociaux et culturels, la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire en tant que réponse alternative au système existant. L'expérience des paniers solidaires se décline sur ces trois axes, au travers de ce que nous appelons "la réalisation sociale du droit à l'alimentation". Un droit pour pallier la situation d'inégalité et de précarité dans laquelle se trouve la majorité de la population face à la situation du marché et aux lacunes des politiques publiques de l'État.

Les paniers solidaires constituent une étape dans la réalisation de ce droit. Ils se sont organisés grâce à l'articulation des organisations paysannes avec les organisations de la ville via le commerce communautaire. Afin que celui-ci profite aussi bien aux ruraux qu'aux citadins, on a dégagé des critères communs en terme de qualité des produits et de prix, en tenant compte des nécessités respectives des uns et des autres, à savoir un juste poids, un juste prix et un bénéfice pour le producteur. C'est sur cette base que s'est mis en place ce circuit agroalimentaire auquel les personnes s'associent, et qui génère des échanges économiques et des réflexions qui influent sur les autres membres de la communauté locale. L'objectif est aussi de faire pression sur les

pouvoirs publics en montrant que les populations ont besoin d'alternatives et qu'elles sont à même de les construire. Dans ce cadre, nous soutenons aussi la constitution de groupes de consommateurs en ville. Ce nouveau type de consommation est vécu et perçu comme une action politique pour éviter les pièges du consumérisme, car elle encourage une consommation responsable, consciente, solidaire et critique en lien avec les organisations paysannes.

Concrètement, tous les quinze jours sont organisées des ventes d'aliments que les producteurs envoient directement, sans intermédiaire, pour un groupe de cinq familles. Ces familles urbaines sont elles aussi organisées de sorte que chacune à tour de rôle réceptionne les paniers. En impulsant des espaces de dialogue et de participation pour ces familles, nous menons avec elles une réflexion sur la qualité alimentaire, sur la problématique générale de la souveraineté alimentaire et aussi sur la récupération de la mémoire collective. Ce dialogue construit la richesse de ce que nous appelons "le commerce communautaire".

SolSoc : Combien de familles participent actuellement à ce programme de paniers solidaires ?

J.C. : Nous travaillons actuellement avec 35 familles de la ville et 22 familles paysannes. Nous avons le projet de multiplier l'expérience en 2011 après un an et demi d'apprentissage dans ce type de consommation. En concentrant davantage notre demande de produits et en améliorant l'organisation, nous pourrions, avec les paysans, garantir un meilleur écoulement de la production et améliorer la qualité des conditions de négociation des denrées.



SolSoc : Dans quel contexte ce commerce communautaire s'est-il initialement inscrit ? À quelles difficultés doit-il faire face à l'heure actuelle à l'échelle locale ?

J.C. : Les paniers solidaires répondent à des besoins concrets. Ils correspondent aussi à une problématique structurelle du pays : l'énorme inégalité sociale, notamment due au problème de la concentration de la terre. Le modèle de développement rural colombien exclut les paysans car il est principalement orienté sur l'agroindustrialisation.

La globalisation amplifie le conflit social qui a généré ces inégalités et la pauvreté. 70% des terres en Colombie sont concentrées entre les mains de 6% de la population. Et 70% de la population rurale vit avec moins de 7% des terres. Ce niveau d'inégalité existe depuis la colonisation et s'est encore intensifié depuis les années 90 avec l'ouverture au marché, la politique du gouvernement qui multiplie les concessions aux multinationales. Les privilèges accordés à cette économie globale ont un coût : la vie des gens.

La Colombie est l'un des pays qui connaît le plus de cas de violations des droits

humains, d'assassinats, de disparitions. C'est le deuxième pays au monde où l'on constate le plus grand nombre de déplacements forcés dus à des conflits armés. Les organisations sociales, les organisations du mouvement populaire et de défense des droits humains vivent une constante répression. Cette menace est institutionnelle et la corruption est omniprésente.

L'État surveille les initiatives communautaires et intervient par des méthodes tout à fait illégales. Le contrôle sur le pays est très fort. Nous résistons avec beaucoup d'autres mouvements.

SoISoc : *Envisagez-vous l'extension de l'expérience au plan national, et comment?*

J.C. : En Colombie il existe beaucoup d'expériences similaires à celle des papiers solidaires. Il y a de nombreuses façons de construire ce processus de lutte et de résistance. Ce que nous cherchons à faire, c'est rencontrer ces différents groupes pour accroître ensemble notre influence politique. L'objectif est de construire un mouvement d'économie populaire et solidaire qui permette de transformer ce modèle d'exclusion et de marginalisation qu'entretient l'économie conventionnelle.

Dans ce sens, il est intéressant de rencontrer d'autres expériences. Nous avons déjà commencé à l'échelle régionale, notamment avec l'appui de Solidarité Socialiste. Cela fait trois ans que l'expérience a commencé et les résultats sont encourageants.

Des projections nous font penser que nous allons dans le bon sens. Les synergies créées nous permettent de nous connecter avec d'autres acteurs engagés dans la même lutte. Au travers de ce processus régional de convergence, nous cherchons à construire un espace national de réflexion et d'action pour ouvrir les voies à l'économie solidaire, dont le réseau colombien de commerce communautaire fait partie.

Durant deux ans, nous avons échangé des informations, et nous nous sommes rendus compte de la nécessité de mettre en place une dynamique qui nous permette d'avoir des contacts plus fréquents, ainsi qu'une structure au sein de laquelle nous pouvons nous mettre d'accord sur certains principes minimaux afin d'avancer de manière commune.

Il s'agit aussi de prendre part au réseau latino-américain de commercialisation communautaire. Notre stratégie vise encore à nous insérer dans la politique publique d'économie sociale et solidaire du pays, la plus ancienne d'Amérique latine, qui, paradoxalement, est pratiquement cooptée par le secteur privé et sert des intérêts particuliers.

Nous voulons qu'elle soit effectivement réappropriée par les secteurs populaires. Les exercices de systématisation des expériences, d'interviews, de témoignages, les publications pédagogiques relatives aux processus sont très importants car ils facilitent et permettent la rétroalimentation

par les expériences naissantes au Chili, en Équateur, en Bolivie. Nous construisons des ponts entre nous pour améliorer le niveau de compréhension et augmenter les probabilités de succès de cette proposition d'économie solidaire, au travers de laquelle nous visons des résultats économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux.

Nous voulons soutenir ce processus pour changer le modèle économique à la base. Cette force sociale signifie qu'une autre économie est possible. C'est important que notre travail entre dans le cadre du réseau colombien et du réseau latino-américain de commerce communautaire. Depuis onze ans, ce réseau croît et se développe en un espace d'intégration du peuple latino-américain et nous commençons à participer à des actions de plaidoyer au plan international.

Un travail est en cours avec la Communauté Andine des Nations qui se mobilise pour que l'économie solidaire devienne un chapitre dans les relations commer-





ciales entre les pays et que les entreprises d'économie solidaire et de commerce communautaire qui génèrent des bénéfices pour les organisations communautaires de base y aient aussi leur place. Nous cherchons à faire évoluer les mentalités individualistes, de compétition et de hiérarchie existant dans le système capitaliste. On vise des résultats économiques, mais aussi l'émergence d'une proposition différente qui a comme finalité et comme centre l'être humain et l'harmonie avec l'environnement.

SolSoc : *Quel pourrait être le rôle de la coopération Nord/Sud dans ces processus ?*

J.C. : Dans le difficile contexte colombien, un des rôles de la coopération, une nécessité même, serait d'une part de demander des comptes quant à la situation des droits humains, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans notre pays. Que la coopération exerce une pression sur le gouvernement pour qu'il assume ses engagements. Ce

sont les conditions nécessaires pour que ces constructions sociales se développent. Parce que l'instabilité et les conflits internes ruinent l'État et empêchent les processus de développement.

D'autre part, il est important d'améliorer les conditions de vie de la population. Cet exercice du réseau colombien de commerce communautaire se développe à l'heure actuelle en autogestion. Il n'y a pas de financements directs et c'est très bien comme ça. Cela nous permet de croître à partir de nos propres ressources et de ce que nous sommes.

Par contre, nous avons des difficultés à organiser des rencontres ou des formations auxquelles des délégués de tout le pays seraient présents. Faciliter le travail en termes de formations, de plaidoyer, de communication, d'éducation et de commercialisation serait très utile. Il est aussi essentiel de se connecter avec les réseaux du commerce équitable en Europe. Beaucoup de biens produits par les communautés et commercialisés sur le

marché local et régional ont un potentiel certain pour le marché international. Il serait intéressant d'avoir le soutien d'organisations pour développer des relations économiques entre pays du Nord et du Sud. Dans une logique d'équilibre dynamique, cela permettrait que l'économie solidaire ne se limite pas à un secteur ou à certains territoires.

L'idée n'est pas qu'il y ait un seul modèle d'économie solidaire, ce qui serait répéter l'erreur du néolibéralisme : un seul modèle économique qui nie les réalités locales.

Nous avons besoin d'une économie qui permette à différents modèles de coexister et d'interagir de manière dynamique pour répondre aux nécessités locales et territoriales.

Le dialogue entre ces différentes économies et les dynamiques socioculturelles devrait permettre de changer les relations de pouvoir existantes qui, malheureusement, ont un résultat négatif pour le projet de vie de l'humanité.

LAJEDOS, UNE EXPÉRIENCE TOURISTIQUE EN DEHORS DES SENTIERS BATTUS

Dans les années 90, le Cap Vert, petit archipel situé en plein Atlantique, s'est ouvert au tourisme, en même temps qu'au (néo)libéralisme. Les investissements spéculatifs s'y sont multipliés, provoquant la ruée vers les terrains constructibles de bord de mer. Résultat : des îles défigurées physiquement, culturellement, socialement. Cependant, un petit village de 900 âmes, Lajedos, résiste encore et toujours à l'envahisseur.

Dans les années 1990, le Cap Vert, petit archipel sahélien situé en plein cœur de l'océan Atlantique, s'est ouvert au tourisme, en même temps qu'au (néo)libéralisme. Résultat : des îles défigurées. C'est surtout le cas des plus petites, comme Sal, dont la population a triplé en quelques années et où des hôtels clubs aux airs de Disneyland ont pullulé depuis. Ou Boavista la romantique, l'île des dunes, de la sérénade et de la morna, livrée aux mains de quelques tours opérateurs. Ces transformations radicales sont moins visibles sur l'île de Santiago, plus grande et où réside plus de la moitié de la population du pays. Les situations qui interpellent n'y manquent cependant pas, comme ce projet de golf, pour l'arrosage duquel une unité de dessalement devrait voir le jour alors que la population manque depuis toujours d'eau, tant pour son usage domestique que pour irriguer ses cultures maraîchères.

UN TOURISME AUTREMENT

Sur l'île de Santo Antão, cependant, un petit village résiste encore et toujours à l'envahisseur. Lajedos, localité de 900 âmes située à une quinzaine de kilomètres de Porto Novo dans la zone la plus aride de l'île, propose un autre modèle, une expérience originale qualifiée de tourisme communautaire et solidaire par son promoteur l'Atelier Mar, ONG capverdienne et coopérative d'artisans. Solidaire parce que ce tourisme valorise d'abord la communauté, ses savoir-faire, son identité, sa dignité. Solidaire, car l'environnement y est non

seulement respecté, mais mis en valeur, voire réhabilité. Solidaire, car les revenus générés par l'activité touristique profitent aux membres de la communauté. Solidaire enfin avec le touriste auquel sont offerts non seulement des produits de qualité, mais aussi un contact sans chiqué avec le Cap Vert et les Capverdiens, dans un rapport de respect et d'intérêt mutuel, loin du folklore teinté d'exotisme ou de l'expression d'un paternalisme condescendant. À Lajedos, on se targue de changer aussi le regard et l'attitude du touriste. Ici pas de "projet de développement" soutenu financièrement par le touriste, ni de prestation bénévole ou de don de quoi que ce soit. La démarche s'inscrit bien dans un échange, marchand mais équitable, profitable aux deux parties, porteur de valeurs et de changement pour les uns comme pour les autres. La recette ? Une réflexion collective avec les habitants. Une formule d'une douzaine de chambres d'hôte. Un restaurant communautaire dont les terrasses offrent une vue spectaculaire sur la vallée, la mer et l'île voisine de São Vicente, et qui propose une cuisine régionale revisitée. Une école communautaire, dont les installations accueillent, en dehors des heures de classe, réunions, conférences ou colloques. À côté de l'école, l'esplanade São João, sa boutique d'artisanat local et son bar en plein air. Chaque premier samedi du mois, le marché de l'économie solidaire y déploie ses échoppes.

DES INITIATIVES BASÉES SUR LA SOLIDARITÉ

À Lajedos, des promenades thématiques commentées donnent au visiteur l'occasion de s'immerger dans un paysage chaotique et fascinant, en prenant connaissance de l'histoire, celle des habitants et de leur lutte immuable pour l'eau et contre la faim, comme celle du mouvement littéraire claridoso qui, au milieu du XX^e siècle et à



l'époque coloniale, ambitionnait l'émancipation culturelle, sociale et politique de la société capverdienne et dont les plus illustres membres sont originaires de la région.

Un ensemble d'initiatives s'intègre avec l'activité touristique : la production de tommettes à l'aide de matériau local – mélange d'argile et de pouzzolane –, un verger et un jardin maraîcher communautaires. La confection de marmelades, confitures et liqueurs, la formation de guides touristiques, la réalisation d'un centre muséologique ouvert sur la région et qui participe à l'appropriation par la communauté de son histoire.

La démarche de Lajedos est de saisir l'opportunité que représente le tourisme et de se l'approprier pour renforcer une dynamique de développement solidaire à la fois endogène et ouverte sur l'innovation et la modernisation. Le souci de la qualité de l'offre, culturelle, sociale, gastronomique, de la valorisation de l'identité culturelle tout en projetant la communauté dans un Cap Vert en pleine évolution, fait de Lajedos une expérience en dehors des sentiers battus.

Article de Jacques Bastin, Directeur des programmes de Solidarité Socialiste.